
OLIVIER POIVRE D'ARVOR

RENVERSEMENT DE RIVES

QUAND LE SUD PENSERA LE NORD

S'agissant de la Méditerranée, je garde le vif souvenir d'une longue conversation avec Julien Gracq, une conversation quelque peu décalée, sur les bords de la Loire, à Saint-Florent-le-Vieil, dans la petite maison de halage où il était né et où il vivait ses dernières années. C'était il y a vingt ans, un mois de juin 2002, et j'avais profité de ce nouvel échange avec cet écrivain atlantique retiré de tout pour lui demander de me dédicacer mon vieil exemplaire de l'édition originale du *Rivage des Syrtes* (1951), livre qui l'avait rendu célèbre. Je l'avais lu, très jeune étudiant, lors d'un printemps tunisien sur l'île de Djerba, non sans penser qu'il s'agissait d'un grand roman méditerranéen. Venant d'un austère professeur de géographie, Louis Poirier, qui avait choisi le pseudonyme de Gracq, en référence aux Gracques romains, ce livre m'avait fait voyager entre la principauté d'Orsenna et le Farghestan quelque part sur la rive sud de la Méditerranée, entre le golfe de Gabès (la Petite Syrte, non loin de Djerba, justement) et celui qui borde la Libye (la Grande Syrte, avec les sites fameux de Leptis Magna et de Sabratha). Persuadé que Gracq, qui aimait l'océan, avait également un secret ancrage méditerranéen, je m'étais entendu dire par ce maître en littérature qu'il y avait en réalité deux manières d'écrire des romans, selon qu'on s'intéressait à la géographie ou à l'histoire. Et que, pour écrire sur la Méditerranée, c'était impossible de choisir, même pour lui le géographe, tant les deux étaient inextricablement liés. Il avait ajouté, si je me souviens bien, quelque chose comme : « Selon que l'on considère la Méditerranée comme une mer au milieu des terres ou un ensemble de pays réunis, sur deux rives, autour d'un bassin maritime, on ne parle pas de la même réalité, on n'écrit pas le même livre. »

121

Si l'on s'intéresse au devenir de cet espace qui réunit autour d'une mer en vérité plus minuscule que fermée – à peine 0,8 % de l'ensemble de la surface de l'océan mondial – cinq cents millions d'habitants, cette « inextricabilité » gracquienne en est la clef de compréhension en même temps que le cogito qui permet d'établir des projections, de construire des scénarios et des hypothèses pour imaginer la Méditerranée du siècle d'après.

122 Encore faut-il accepter que les trois rives qui bordent ses eaux – européenne, africaine, asiatique – sont des mondes en soi, fort peu comparables, certes interconnectés, liés à des communautés de destin parfois imposées : l'Empire ottoman, la colonisation française, le plan de partage des Nations unies après la Seconde Guerre mondiale, la guerre froide, les rivalités entre les États-Unis et la Russie, etc. Leurs clivages sont bien connus et ne sauraient se limiter à des considérations culturelles, religieuses, historiques. À commencer par le degré de développement et le niveau de vie moyen des citoyens. Selon qu'on est au nord, au sud ou à l'est, on sera riche ou pauvre, plus ou moins éduqué, pris en charge médicalement ou vulnérable, mobile ou assigné à résidence. De la même manière, tout semble séparer les trois rives en matière de gouvernance. Même si le populisme, mâtiné de nationalisme, s'invite dans les grandes démocraties occidentales, il ne ressemble pas à celui qui prospère plus au sud et à l'est. La « crise démocratique » qui s'est développée dans le monde occidental a néanmoins rendu quelque peu irrationnels, puis au final assez vains, les mouvements, les expressions et les demandes de démocratie qui sont apparus dans le même temps à partir de 2010 en Algérie, Libye, Tunisie, Égypte, Syrie, Yémen... Ambassadeur en Tunisie entre 2016 et 2020, j'ai ainsi été témoin de cette singulière aspiration démocratique dont l'accomplissement est actuellement débattu. Ces pays et leurs peuples, défiant ou chassant leurs dirigeants, jugés trop autoritaires ou corrompus, nous paraissaient alors vouloir ressembler à leurs voisins et partenaires du Nord. Nous ressembler. L'espoir d'une coopération nouvelle, fondée sur des modèles économiques, sociaux et politiques proches, a néanmoins fait long feu. Un peu plus de dix ans – et de nombreuses spéculations parfois un peu lyriques de part et d'autre – après les « printemps » de 2011, tout ou presque semble rentré dans l'ordre, l'ordre ancien des choses. L'ordre tout court, souvent. Des régimes forts ont été, sinon (re)plébiscités par le peuple, du moins largement justifiés par les expériences malheureuses de ces années où tout paraissait possible et où rien ne semble avoir fonctionné comme prévu. Tout, y compris l'Islam démocratique ou la

soi-disant démocratie musulmane du parti tunisien Ennahdha, soucieux d'offrir à la démocratie chrétienne un jumeau politique arabe. Défaits lors de consultations électorales ou forcés, *manu militari*, de quitter le pouvoir, les partis islamistes ont néanmoins largement connu l'échec ces dernières années.

CONSTATS D'ÉCHEC

Doit-on alors parler d'une décennie pour rien, d'une décennie perdue pour un nouveau type de coopération méditerranéenne Nord-Sud plus équilibrée ? Qu'il s'agisse de projets menés par les gouvernements ou par les sociétés civiles, portés par de multiples bailleurs de fonds et banques de développement, soutenus la plupart du temps par l'Union européenne à travers différents mécanismes de financement, nombre d'entre eux sont, soit essoufflés, soit suspendus ou en voie de l'être, parfois faute de décaissements. Après l'euphorie populaire, le désenchantement démocratique laisse souvent un goût amer à des acteurs qui rêvaient, d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée, d'écrire les codes d'une relation nouvelle et beaucoup plus équitable. Mais pouvions-nous, devions-nous, et au nom de quel principe, nous ressembler d'une rive à l'autre ? Ce sentiment d'un retour à la case départ masque cependant des réalités plus complexes. Si, face à la guerre menée par la Russie en Ukraine, l'Europe paraît plus renforcée que jamais dans ses valeurs et sa capacité d'agir collectivement, allant jusqu'à ouvrir l'admission à l'Union européenne à cinq possibles futurs membres, rien n'assure que les sages de Bruxelles sauront facilement réinventer une nouvelle coopération méditerranéenne. Tous les outils mis en place depuis la signature en 1995 de la Convention de Barcelone sont certes à l'œuvre. Mais permettront-ils d'aller plus loin ? Certains facteurs apparaissent de plus en plus comme durablement bloquants.

Le premier sujet, s'agissant de la rive sud, est probablement le très faible niveau d'unité politique qui la constitue depuis longtemps tout comme le peu de perspectives nouvelles en la matière. Et ce, malgré la dominante de l'islam et de la langue arabe commune à cinq pays de la rive africaine, Maroc, Algérie, Libye, Tunisie et Égypte, comme à certains voisins de la rive asiatique. Ou malgré les efforts menés depuis la conférence de Tanger, en 1956, jusqu'à la création, en 1989, de l'Union du Maghreb arabe, qui réunit les quatre premiers pays auxquels s'ajoute la Mauritanie. Une « UMA » plus symbolique que politique, que le sujet du Sahara occidental lézarde profondément, et avec un extrêmement faible

124 niveau d'intégration commerciale dû, entre autres raisons d'État, à des politiques tarifaires très disparates, des frontières rebutantes comme à des infrastructures de transport routier ou ferré déficientes. Cette rive sud qui baigne, au-delà du détroit de Gibraltar, dans les eaux atlantiques, et qui commerce à l'image du Maroc avec le continent ouest-africain, se prolonge également, de l'autre côté, par une Égypte qui contrôle avec le canal de Suez la mer Rouge, la péninsule Arabique et le commerce maritime international, dont l'autre grand comptoir se nomme la Chine et les pays de la région indopacifique. Si l'arc de cercle sahélien constitué par ces six pays est impressionnant sur la carte, les disparités des modèles politiques n'aident cependant pas à créer une dynamique de croissance et d'influence régionales. En cela, les événements de 2011 n'ont fait que retarder, voire ajourner, la perspective d'intégration politique. La chasse aux islamistes, arrivés au pouvoir après la chute des présidents Ben Ali et Moubarak, ne rapproche que facialement la Tunisie et l'Égypte, où les modes de gouvernance forte et personnalisée sont assez éloignés de la conception occidentale de la démocratie; l'élimination, dans le même mouvement, du colonel Kadhafi a dramatiquement et durablement déconstruit une forme d'unité libyenne au profit des vieux réflexes tribaux; le Hirak en Algérie n'a pas porté les aspirations de la jeunesse en haut des priorités du pays, pas plus que favorisé la réconciliation avec le Maroc, qui, sous le leadership puissant du roi Mohamed VI, s'est rapproché de l'Espagne, d'Israël, et a su mener de grands projets, à forte plus-value économique, comme l'illustre le succès éclatant de Tanger Med, né au début des années 2000 et déjà premier port de la Méditerranée¹. De l'autre côté de l'arc de cercle, à l'est, les printemps de 2011 ont causé les terribles dégâts que l'on sait: la plus grande crise humanitaire du moment au Yémen et une guerre sans merci opposée à celui-ci par l'Arabie saoudite et ses alliés, et enfin le drame syrien avec son demi-million de victimes et ses dix millions de déplacés. Pour parachever ce tableau bien peu unitaire et très sombre de la grande rive sud de la Méditerranée, les réalités d'un statu quo, voire d'un blocage total, dans le conflit israélo-palestinien (sur lequel les pays déjà cités ont des visions parfois totalement contraires) et d'un Liban terriblement menacé par ce que la Banque mondiale considère être la pire crise économique au monde depuis 1850 nous rappellent que l'Union européenne, malgré sa volonté de peser en faveur d'un rétablissement de la paix et de la prospérité, n'a

1. Voir, *supra*, Yann Alix et Arnaud Serry, « Les ports, lieux et enjeux de pouvoir en Méditerranée », p. 43-54.

pas la capacité de répondre à ces graves crises, souvent instrumentalisées par de nombreuses puissances régionales. Faut-il rappeler que la Russie et la Chine s'intéressent également, le mot est faible, à l'espace méditerranéen ? Plus à l'est, la péninsule Arabique est une zone de tensions entre les États-Unis et la Chine, tandis que la Russie, qui contrôle la mer Noire grâce à la Crimée et est forte de ses détroits, exerce son influence en mer Rouge, au Sahel, en Syrie comme en Libye.

À l'opposé, la rive nord de la Méditerranée, dite européenne, est très fortement intégrée, tant dans l'espace Schengen que plus généralement dans celui de l'Union européenne ou de l'Europe continentale. Trois puissantes économies de l'Union, France, Italie et Espagne, se taillent la part du lion. La Grèce nous rappelle la puissance maritime de la Méditerranée, elle qui concentre près d'un quart de l'ensemble de l'armement naval mondial. À côté des plus « petits », de Chypre et Monaco (État tiers) à Malte en passant par la Slovénie et la Croatie, tous les pays de la rive européenne sont membres de l'Union ou candidats à le devenir comme la Turquie, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine ou le Monténégro. 125

Cette unité n'est pas sans débat mais les seuls conflits qui pourraient l'animer à l'avenir paraissent concentrés en Méditerranée orientale, en raison des prétentions turques, et s'attachent principalement à l'appropriation de zones maritimes et des ressources qu'elles contiennent : qu'il s'agisse de Chypre, du projet de gazoduc sous-marin EastMed, qui relierait cette île à la Grèce et Israël, mais plus encore des fonds marins riches en hydrocarbures, notamment en gaz naturel, ou des menaces d'extension des eaux territoriales et des contestations de zones économiques exclusives, les surenchères militaires navales et aériennes en mer Égée ou l'accord signé entre la Turquie et la Libye sur les délimitations de leurs zones économiques exclusives ne semblent pas – aujourd'hui ? – dépasser le stade du concours de muscles... Même si l'Union européenne et l'OTAN, où siège la Turquie, restent très vigilantes. L'avenir de l'unité de cette rive européenne dépend donc principalement de l'attitude d'une Turquie qui entend d'autant plus contrôler la Méditerranée orientale qu'elle détient avec les détroits du Bosphore et des Dardanelles, au-delà du lien entre la mer Noire et la Méditerranée, une part de la solution des approvisionnements entre la Russie, l'Ukraine et un ensemble non négligeable de pays. Comment, si l'on souhaite développer la coopération du Sud au Nord, associer le plus fortement possible la Turquie à la construction d'une Méditerranée durable, prospère et donc pacifique ? Si l'intégration européenne ne paraît pas d'actualité, quelle construction

sécuritaire, économique, sociale, migratoire, pourrait donner à l'ancien Empire ottoman le sentiment d'être un acteur entendu et important du jeu politique, sans pour autant lui laisser trop de cartes en main ? Pays au monde qui accueille le plus grand nombre de migrants (quatre millions, dont 90 % de Syriens), la Turquie a signé, en 2016, un accord majeur sur les routes irrégulières migratoires aux portes de l'Europe.

126 D'autres réponses que géopolitiques doivent être apportées. Elles tiennent principalement aux aspirations de la jeunesse du Sud, largement connectée à celle de la rive nord, mais dont le rapport au monde est entravé. Tel est le paradoxe d'une civilisation méditerranéenne qui s'est très largement construite, usant de la navigation libre et de la circulation entre cités, ports et rives, dans un multiculturalisme et multilinguisme nulle part aussi consacré, et qui se retrouve, pour des raisons de mobilité et de fermeture des frontières, étouffée dans son développement. Cette thrombose s'est formée dès les années 1990 à partir du sujet migratoire, d'échanges plus réduits à travers la mise en place d'une politique de visas qui ne cesse, au fur et à mesure de la pression venue des pays africains et de situations économiques et sécuritaires dégradées, de s'affermir². Cette poussée migratoire de millions de personnes les a conduits sur les rives des pays du Maghreb, notamment de la Libye, et a fait de la Méditerranée la mer la plus meurtrière au monde avec près de vingt mille morts depuis 2011. De cette civilisation des échanges et des influences, la Méditerranée est ainsi devenue un espace de douleurs, de drames et de ressentiment pour la centaine de millions de jeunes du continent africain qui disent vouloir l'emprunter afin de rejoindre la si convoitée rive nord, celle des médicaments, de la protection sociale et du respect de la personne et des droits humains.

Les Méditerranéens que nous sommes n'ont pourtant pas manqué d'initiatives ces quarante dernières années pour faire « bouger les rives ». Les années 1990 ont vu apparaître le processus de Barcelone, le Partenariat méditerranéen pour la coopération à travers l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Dialogue méditerranéen de l'OTAN, les accords d'Oslo... Né en 1995, le Partenariat euro-méditerranéen ou autrement nommé processus de Barcelone rapproche en cette année 2022 quatorze États du Sud méditerranéen, du Levant et des Balkans occidentaux, et les vingt-sept membres de l'Union européenne. À quoi s'est ajoutée en 2008 l'Union pour la Méditerranée, enceinte privilégiée de dialogue pour ses quarante-deux États membres,

2. Voir, *supra*, Catherine Wihtol de Wenden, « Migrations méditerranéennes », p. 87-97.

ceux de l'Union européenne et des quinze pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée. Autant de coopérations trans-méditerranéennes qui génèrent des partenariats, des accords d'association assortis de financements pour le développement des pays qui répondent à un certain nombre de critères fixés par l'Union européenne. C'est également, depuis 1990, le cas du « dialogue 5+5 »³ en Méditerranée occidentale. Et plus généralement de la politique européenne de voisinage dont le Maroc – qui, il faut le rappeler, avait demandé en 1984 son adhésion aux communautés européennes, adhésion refusée trois ans plus tard – est l'un des plus importants bénéficiaires grâce à un statut « avancé ». Le nouvel « Agenda pour la Méditerranée », publié en 2021, se propose ainsi de libérer le potentiel économique inexploité de cet espace comme de favoriser l'intégration régionale. Comment faire pour que l'intention ne reste pas seulement « bonne », un quart de siècle après la déclaration de Barcelone ? Les défis semblent complexes et probablement beaucoup trop nombreux et non priorisés. Le menu est édifiant : investissements, compétitivité, croissance inclusive, développement humain, bonne gouvernance, État de droit, droits de l'homme, égalité femmes-hommes, jeunesse et société civile, culture et éducation, résilience, prospérité, paix et sécurité, lutte contre la migration irrégulière, le terrorisme, les cybermenaces et la criminalité organisée, transition numérique, écologique et énergétique, aide au développement, construction d'un pacte de mobilité mutuellement bénéfique... Que pèsent les 20 milliards d'euros affectés par la Commission européenne à cette coopération depuis 2007 à travers divers instruments financiers de la politique de voisinage ? Ou les 7 milliards supplémentaires annoncés pour la période 2021-2027 ?

Certes, certains outils – le fonds SANAD, distribuant des prêts pour les micro-, petites et moyennes entreprises et créateurs d'emplois, le programme Erasmus pour les étudiants et les chercheurs – ont largement rempli leurs objectifs. OuestMed, BlueMed, PNUE/PAM, Plan Bleu, REMPEC, CGPM, MedPAN, MedFund, Med9, etc., autant d'organisations et de mécanismes qui ont favorisé une culture commune et une coopération multilatérale. Acronymes et sigles fleurissent ainsi en langage euro-méditerranéen au risque de l'abstraction et de la désincarnation... Mais, outre le fait que nombre de pays du Sud continuent de privilégier des relations bilatérales plus classiques avec leurs voisins du Nord, l'agenda international n'a, il est vrai, guère favorisé, depuis la création du Partenariat

3. Voir, *supra*, Adrien Frier, « La lutte contre le terrorisme dans l'espace méditerranéen », p. 107, note 6.

128 euro-méditerranéen de 1995, un développement régional harmonieux. Alors qu'en 1993 les accords d'Oslo laissaient espérer une sortie heureuse du conflit israélo-palestinien, l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin, deux ans plus tard, a ruiné les chances d'une paix durable. De la même manière, et au même moment (1995-1997), l'élimination des contrôles frontaliers entre les membres de l'espace Schengen et leur renforcement avec leurs voisins du Sud, ainsi qu'une politique de plus en plus stricte de délivrance de visas, ont largement compromis l'émergence d'un espace euro-méditerranéen fondé sur la libre circulation des personnes, l'échange équitable, la réciprocité. Les attentats du 11 septembre 2001 n'ont évidemment fait qu'entamer un peu plus le « crédit » de partenariats entre les pays riverains de la Méditerranée, tant la méfiance vis-à-vis du monde arabe et de l'islam n'a fait que croître. Difficile dans ces conditions de donner sa chance à l'Union pour la Méditerranée, lancée en présence de dirigeants fort peu recommandables, du moins à l'aune de l'histoire post-2011 : Ben Ali, Moubarak, Bouteflika, Bachar al-Assad... À moins d'élargir, ce qui ne semble pas la tendance, son mandat, au-delà des questions de développement, aux sujets politiques et de crises, et/ou de la doter de ressources financières bien plus substantielles. Le rôle central de la France dans la création de l'institution et l'ambition qu'elle porte au niveau européen vis-à-vis du voisinage sud justifierait certainement une action politique en faveur d'une Union pour la Méditerranée plus concrète et effective. L'investissement budgétaire et politique de l'Union européenne sur la zone Méditerranée reste néanmoins faible en comparaison de l'intérêt porté au voisinage est.

PASSER SUR L'AUTRE RIVE

Et si, renversant les perspectives, le Sud pensait enfin pour le Nord ? Le verdict d'Hatem Ben Salem, ancien ministre de l'Éducation tunisien, est sans appel : « Nous pensions être des partenaires de l'Union européenne. Nous ne sommes en fait que des voisins. » Dans le contexte crisogène actuel, « l'Euroméditerranée » mérite mieux que le ressentiment et l'amertume des peuples. L'approche politique globale et multilatérale de la Méditerranée est par essence « nordiste », de même que l'idée d'un foyer commun de civilisation, une *Mare Nostrum*, est largement ethno-centrée. Pour nombre de citoyens de la rive africaine ou asiatique, ce partage est inéquitable, construit sur des conquêtes, des empires, des colonies, dont ils ont trop longtemps subi les méfaits. Ces pays méfiants et désenchantés ont tendance à aller chercher ailleurs, plus au sud encore,

en Afrique, mais surtout dans le voisinage moyen-oriental ou du golfe Persique, des complicités moins entachées de rapports de domination. Sans pour autant réussir à créer de fortes coalitions du Sud, commerciales, politiques, qui pourraient être une réelle force de propositions. Les liens qui unissent le Maghreb au Levant, à la péninsule Arabique ou au Golfe restent en effet ténus.

Le Nord, à force de trop vouloir le bien du Sud, y compris à sa place, porte sa part de responsabilité dans ce « malentendu » croissant. Le processus de Barcelone traite d'une Méditerranée largement regardée comme le « lieu de la naissance de la conscience européenne ». Comment, avec pareil préalable, entraîner un monde arabe en recherche d'identité depuis les indépendances ? Comment faire fi des histoires respectives au nom de la sécurité et de la prévention des conflits ou du développement d'une zone de libre-échange économique ? Le troisième volet de ce partenariat euro-méditerranéen, celui des échanges culturels, éducatifs, entre les sociétés civiles, semble avoir été largement négligé, creusant l'écart entre les deux ou trois rives ou privilégiant la supériorité du modèle européen, présenté comme un Graal d'autant plus arrogant qu'il devenait inaccessible. 129

Cette conscience de l'identité méditerranéenne semble réservée à un cercle « intellectuel » limité de décideurs, de hauts fonctionnaires, d'académiques, mais elle manque d'une véritable assise populaire. Si la création en 2004 de la fondation Anna-Lindh pour le dialogue entre les cultures dans la région euro-méditerranéenne doit tout au financement des États de la rive nord et de l'Union européenne, son installation à Alexandrie, en Égypte, lui donne une légitimité appréciable. Mais, si la « nation arabe » ou l'Europe des nations sont portées par des groupes de citoyens d'un certain nombre de pays constituant ces ensembles, l'idée d'une citoyenneté méditerranéenne ne trouve nulle part, si ce n'est dans les pérégrinations d'Homère, d'Ibn Khaldoun ou de Cervantès, ou dans la pensée de Braudel⁴, de réelle incarnation. L'avenir de la Méditerranée ne saurait cependant se construire dans le seul rétroviseur d'une glorieuse histoire civilisationnelle, pas plus qu'à travers la convocation d'éléments d'une culture commune, celle de l'huile d'olive par exemple ou celle de l'art de vigne, qui confinent à une forme de trivialité.

Comment alors renverser les perspectives ? Comment passer de l'autre côté ? Comment renverser les rives ?

4. Voir, *supra*, Maryline Crivello, « Relire *La Méditerranée* de Braudel aujourd'hui », p. 5-14.

Certainement en laissant parler les peuples. Les laisser dire, dans la langue de leur choix, leurs frustrations, leurs mécontentements, leurs aspirations. Développer le dialogue des citoyens, que ce soit à travers nos élus respectifs, la coopération décentralisée, en créant un Parlement de la Méditerranée, mais évidemment également en privilégiant les voix des jeunes comme des femmes. Le Sommet des deux rives, dont le projet a été lancé en 2018 lors de la visite du président de la République française à Tunis, a pour ambition de placer ces sociétés civiles au cœur de la construction de cet espace euro-méditerranéen. Ses différentes étapes à Tunis comme à Marseille ont permis de rapprocher nombre d'acteurs non gouvernementaux. Mais le chemin qu'il reste à parcourir est considérable.

130 La Méditerranée porte en elle depuis des millénaires des sociétés ouvertes, sujettes aux influences les plus diverses. Les tendances démographiques connaissent depuis les années 1980 une véritable inversion. La rive nord, celle des empires coloniaux, a vu l'arrivée et l'installation d'une vingtaine de millions de « sudistes ». Ces diasporas maghrébines, africaines, arabes, détiennent certainement une part des clés d'un futur rééquilibrage de la coopération Nord-Sud ou Sud-Nord. Loin du grand remplacement fantasmé par les plus nationalistes des Européens, ces diasporas – et leurs élus – établissent de nombreux ponts entre les cultures, les économies, les systèmes éducatifs, numériques, les sociétés. Il faut, à l'évidence, beaucoup plus les impliquer dans le projet euro-méditerranéen qu'ils ne le sont actuellement. Cette « citoyenneté méditerranéenne », ce sont eux, les « migrants », les déracinés et déplacés, les binationaux ou les résidents, qui la portent de la manière la plus visible. D'une rive à l'autre, ils communiquent, échangent, commercent. Dans les langues de la Méditerranée, parmi lesquelles l'arabe aurait, si l'on veut encourager ce « renversement de rives », une place à prendre, aux côtés du français, de l'italien, du turc... Et en rapprochant autant que faire se peut les systèmes universitaires, les échanges de jeunes, d'étudiants. Il existe bien des offices franco-qubécois, franco-allemand pour la jeunesse. À quand un office euro-méditerranéen pour la jeunesse ?

Pour revenir à Julien Gracq comme à sa double vision géographique de la Méditerranée, peut-être faudrait-il préférer à la réalité d'un « ensemble de pays réunis, sur deux rives, autour d'un bassin maritime » celle d'une « mer au milieu des terres » ? Le bassin méditerranéen et le Moyen-Orient sont le cœur vibrant des grandes routes maritimes internationales. Encore devrait-on « prendre soin de sa mer », et ce d'autant plus qu'elle est la première destination touristique au monde, avec plus trois

cents millions de visiteurs à l'année. Les enjeux globaux, notamment climatiques, étant ce qu'ils sont, le retour au cogito maritime offre certainement des perspectives prometteuses de coopération, à l'image du plan d'action pour une Méditerranée exemplaire, présenté en janvier 2021 à Paris, à l'occasion du One Planet Summit pour la biodiversité, et lancé huit mois plus tard à Marseille, lors du congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature. Ce plan propose aux pays méditerranéens concernés de s'attaquer aux pollutions de toute nature, notamment plastique ou tellurique, comme à la pêche illégale, non réglementée et non déclarée, ainsi qu'à la surpêche; de relever l'ambition pour la préservation de la biodiversité marine et côtière; de développer l'acquisition de connaissance des écosystèmes, les aires marines protégées, la transition écologique du secteur du tourisme, l'électrification des infrastructures portuaires, la fourniture de carburants alternatifs à faible teneur en carbone; et, plus généralement, de soutenir l'action de l'Organisation maritime internationale en faveur du verdissement du transport maritime... Quand on sait qu'avec ses 0,8 % de la surface globale de l'océan la Méditerranée abrite 10 % de la biodiversité marine mondiale (8 % de la faune et 18 % de la flore), mais hélas aussi 7 % des microplastiques, et qu'elle voit passer 25 % du trafic maritime et 30 % du trafic pétrolier à l'échelle de la planète, il est peut-être temps de construire la relation entre tous les pays riverains autour de la survie de cette mer pas comme les autres. 40 % des espèces marines y sont d'ailleurs déjà considérées comme étant en déclin. Au-delà des activités humaines qui la menacent et auxquelles il faut ajouter l'artificialisation du littoral et des fonds marins, les conséquences de l'élévation du niveau de la mer, de l'acidification, de la désoxygénation et du réchauffement des eaux sur la biodiversité sont des facteurs aggravants. Pour atteindre les objectifs de développement durable et offrir des opportunités nouvelles en matière d'emplois et de revenus, pour lui permettre de rivaliser pacifiquement avec les grands compétiteurs maritimes de la région indopacifique, une prise de conscience de ce bien commun qu'est la mer Méditerranée est indispensable. Un partage équitable de ses richesses, un engagement collectif à la protéger, voilà, entre autres, les objectifs du Forum mondial de la mer de Bizerte, créé en 2018. Seule manifestation internationale se tenant au Sud et consacrée aux enjeux littoraux et maritimes, ce forum, placé à la pointe la plus septentrionale de l'Afrique, s'adresse tout autant à ce continent et au monde arabe qu'à l'Europe.

Déplacer plus au sud et à l'est le centre des décisions, le lieu des expressions, l'espace de la pensée. Telle est la condition d'un véritable

132 dialogue des peuples et des cultures en Méditerranée. Rien ne le garantit aujourd'hui tant il semble difficile d'inverser la tendance de la rive nord à penser (pour) la rive sud, un naturel qui revient toujours au galop, au nom d'un soi-disant pragmatisme et d'un besoin de faire, quoi qu'il en coûte. Encore faudrait-il que cette rive sud fasse enfin preuve elle-même d'un minimum d'unité pour peser, renverser la carte et la table. D'autant plus que la tentation sera grande, dans le contexte de la guerre en Ukraine et dans les années à venir, de renforcer le front est de l'Union européenne aux dépens du voisinage sud. Alors seulement, une fois la carte renversée, le monde sera juste, alors seulement les deux rives se parleront d'égale à égale et les femmes et les hommes cesseront d'ériger des murs pour les uns, et pour les autres de se jeter à l'eau, au risque assuré de s'y noyer, pour enfin faire de la mer Méditerranée le miroir de leurs rêves, le miroir de nos rêves. L'actuel équilibre entre les rives de la Méditerranée n'est guère propice à cet élan partagé, à ce mouvement collectif. Mais, comme l'écrivait dans *Le Rivage des Syrtes* Julien Gracq : « Le rassurant de l'équilibre, c'est que rien ne bouge. Le vrai de l'équilibre, c'est qu'il suffit d'un souffle pour tout faire bouger. »

R É S U M É

Quel avenir pour la coopération Nord-Sud en Méditerranée ? Si les initiatives en la matière n'ont su jusqu'à présent faire bouger les rives, c'est avant tout parce qu'elles viennent d'un Nord qui veut faire, y compris à sa place, le bien d'un Sud en quête d'unité politique. Il faut, d'un côté comme de l'autre, renverser la carte et la table : laisser enfin parler les peuples, déplacer les centres de décisions, pour qu'advienne une citoyenneté méditerranéenne. L'équilibre actuel n'est guère propice à cet élan partagé, mais un nouveau souffle pourrait tout changer.